

**NOTE DE TRANSMISSION**

---

Objet : Rapport de synthèse relatif à la session plénière additionnelle  
- Bruxelles, le 26 mars 2003

---

**DEBAT SUR LES AMENDEMENTS CONCERNANT  
LES ARTICLES 1 A 7 DU PROJET DE CONSTITUTION**

Suite à la session plénière du 27 février consacrée aux articles 1 à 7 du projet de Constitution ainsi qu'aux amendements déposés par les Conventionnels, ceux-ci ont poursuivi leurs débats au cours d'une session additionnelle présidée par M. Jean-Luc Dehaene, Vice-Président de la Convention.

**Article 1**

Le Vice-Président a brièvement introduit la discussion en rappelant le déroulement de la session plénière consacrée à la discussion des articles et notamment en rappelant les principaux thèmes sur lesquels portaient les amendements que les Conventionnels avaient soumis à cet égard. Il a indiqué également que le Praesidium cherchera en tout cas à refléter certaines des préoccupations exprimées d'une façon plus claire dans une version révisée ; il a notamment cité le fait que les compétences de l'Union sont attribuées par les Etats membres et non pas par la Constitution. Cette suggestion a été saluée par plusieurs Conventionnels.

## Article 1 § 1

### *« Peuples » ou « citoyens »*

De nombreux intervenants ont marqué leur préférence pour l'utilisation du terme « citoyens » au lieu de « peuples » dans ce paragraphe, en argumentant que ce terme est plus moderne, ayant été consacré par le traité de Maastricht. Dans le même sens, certains intervenants ont insisté sur le fait que le terme « citoyen » possède un réel sens juridique, alors que ceci n'est pas le cas du terme « peuples ». D'autres ont toutefois fait remarquer que le terme de « peuples » reflète mieux le caractère fondamental de l'Union auquel se réfère cet article. Enfin, quelques-uns des intervenants ont proposé une reformulation du paragraphe visant à concilier les deux concepts de « peuples » et de « citoyens ».

### *« Constitution » vs « Traité constitutionnel »*

Certains intervenants ont marqué une préférence pour que l'on évite le mot « Constitution » en le remplaçant par le mot « Traité constitutionnel », ce dernier reflétant mieux l'idée d'un accord entrepris entre les Etats.

### *Etablissement de l'Union*

Certains des intervenants se sont posé la question de savoir si la continuité juridique est assurée si la Constitution prévoit l'« établissement » de l'Union. Pour ces intervenants, il ne s'agirait pas d'établir une Union parce que celle-ci existe déjà, mais plutôt de marquer une nouvelle étape dans son développement. Le Vice-président a expliqué que d'une part, l'Union établie par la Constitution succédera en tout cas à la Communauté et à l'Union actuelle et que, d'autre part, des dispositions assurant la continuité juridique se trouveront dans la dernière partie de la Constitution, sous le titre dispositions finales. Un intervenant a souligné l'importance que, dès le premier article, soit reflétée la continuité juridique afin d'éviter toute ambiguïté.

### *« Mode fédéral »*

Certains intervenants se sont exprimé en faveur de la suppression du mot « fédéral » dans le paragraphe.

Ces intervenants ont considéré que dans différentes langues, le mot fédéral avait un sens juridique différent et que pour cette raison, il était opportun de l'éviter afin de ne pas ouvrir la voie aux divergences d'interprétation. Un intervenant a proposé de supprimer la deuxième partie de la phrase (P.M. « *au sein de laquelle les politiques des Etats membres sont coordonnés, et qui gère, sur le mode fédéral, certaines compétences communes* »), la jugeant superflue et dépourvue de substance. D'autres intervenants se sont exprimés en faveur du maintien de cette disposition et du terme "fédéral", considérant que celui-ci exprime avec plus de précision et concision que d'autres termes le mode très spécifique de fonctionnement de l'Union dans le cadre de certaines de ses compétences. Quelques intervenants ont proposé de remplacer le mot « fédéral » par les mots « communautaire » ou "supranational".

#### *« Union sans cesse plus étroite »*

Certains conventionnes ont plaidé pour l'introduction dans ce paragraphe de la notion de l'Union sans cesse plus étroite qui figure à l'art. 1 actuel du Traité. Un intervenant a suggéré que cette notion trouve sa place dans le préambule de la Constitution, car il vise à indiquer une perspective. Une conventionnelle a souligné qu'elle verrait un lien entre cette problématique et celle du terme "mode fédéral": elle pourrait accepter cette dernière expression à condition que le texte de la Constitution ne retienne plus l'expression "union sans cesse plus étroite".

#### *Points rédactionnels*

Certains membres ont qualifié la formule d'ouverture de l'article 1er de "banale", et ont fait des suggestions alternatives telles que "...déterminés à bâtir leur avenir ensemble...". En outre, le verbe "gérer" (ou: "administrer" en anglais) a été critiqué comme trop bureaucratique.

#### *Structure du paragraphe*

Certains intervenants ont proposé de renverser l'ordre de la deuxième partie de la phrase afin que les compétences attribuées à l'Union apparaissent en premier lieu avant la coordination des politiques des Etats membres.

### Art. 1 § 2

Plusieurs Conventionnels ont insisté sur la nécessité d'apporter une meilleure précision des termes « identité nationale » contenu au paragraphe 2 du présent article, et ont émis des doutes quant à l'opportunité d'aborder l'identité nationale à deux endroits de la Constitution. Ces Conventionnels ont notamment proposé de spécifier cette notion par différents aspects tels que la diversité culturelle ou linguistique, l'autonomie et les spécificités régionales et autres. Une partie des intervenants a proposé de compléter cette notion avec les dispositions de l'art. 9 § 6 ou de formuler un nouvel article sur base de l'art. 1, paragraphe 2, complété par l'art. 9 § 6. Un intervenant a cependant exprimé une hésitation quant à la reprise des éléments de l'art. 9 § 6, craignant que le nouveau paragraphe serait surchargé.

### Article 1 § 3

Un intervenant a fait remarquer que la disposition de l'art. 1 § 3, concernant les caractéristiques de l'ouverture de l'Union aux autres Etats, était plus contraignante dans sa formulation des conditions d'adhésion que les dispositions prévues pour les Etats membres actuels dans l'article 2 sur les valeurs.

A la fin de la discussion sur le projet de l'article 1, le Vice-président de la Convention a conclu le débat en constatant, en premier lieu, qu'une large orientation s'est dégagée en faveur de la fusion des projets actuels sur l'identité nationale (articles 1 § 2 et 9 § 6) dans un nouvel article séparé qui retiendrait les divers éléments de l'identité nationale tels qu'énoncés à l'article 9 § 6 actuel. Il a réitéré que le Praesidium entend mettre au point une formule exprimant, sans ambiguïté, que les compétences de l'Union proviennent des Etats, et clarifiant que sa fonction de coordination n'existe que pour certaines politiques, sur la base des compétences qui lui sont attribuées. Pour le reste, il a souligné que le Praesidium allait examiner davantage certains points restés controversés tels que :

- l'utilisation du terme « citoyens » ou du terme « peuples » dans l'art. 1 § 1;
- l'utilisation ou non des termes "mode fédéral" dans l'art. 1 § 1.

## Article 2

Le Vice-président a introduit la discussion en expliquant la logique suivie par le Praesidium dans la rédaction de cet article, qui devrait se limiter à une liste courte des valeurs les plus essentielles, acceptées par tous, et qui sont d'une clarté juridique telle qui les rendent sanctionnables en cas de violation grave par un Etat membre. Il a rappelé que de très nombreux amendements visaient à ajouter l'égalité, et / ou l'égalité entre femmes et hommes, parmi les valeurs. Il a en outre expliqué l'approche du Praesidium quant à la mention du "fait religieux", en se référant aux conclusions du Président Giscard d'Estaing à la fin de la dernière session plénière. Le Vice-président a enfin noté que de nombreux amendements ont posé la question de la pertinence de la deuxième phrase de cet article, formulée davantage en guise d'objectif que de valeur.

De nombreux intervenants ont demandé d'ajouter soit la notion d'égalité en général (ou selon certains, d'égalité devant la loi), soit celle d'égalité entre femmes et hommes, soit les deux, parmi la liste des valeurs. Plusieurs intervenants ont argumenté que le terme d'égalité n'était pas d'un caractère plus général que celui de "liberté" ou de "démocratie" et devrait donc être en conformité avec l'approche du Praesidium.

Un Conventionnel a proposé de parler de "l'inviolabilité" de la dignité humaine au lieu du simple respect, en s'alignant à la terminologie de la Charte des Droits Fondamentaux. Certains membres ont d'ailleurs préféré de parler de "droits fondamentaux" plutôt que de "droits de l'Homme".

Certains membres ont plaidé pour consacrer la diversité culturelle et linguistique dans l'article 2, considérant celle-ci comme une véritable valeur de l'Union ; ils ont cependant reconnu que des considérations de rédaction pourraient militer en faveur d'une place dans l'article 3.

Plusieurs intervenants ont reconnu le point soulevé par le Vice-président concernant la formulation actuelle de la deuxième phrase et ont demandé soit sa fusion avec la première soit son déplacement vers le préambule ou l'article 3.

Quant à des mentions du "fait religieux", certains Conventionnels ont demandé d'aller au delà de l'approche du Praesidium telle qu'esquissée par le Président et le Vice-président, notamment en faisant une référence à Dieu dans la Constitution ; une série d'autres Conventionnels ont en revanche exprimé leur satisfaction avec la ligne du Praesidium.

L'argument du Vice-président, selon lequel toute référence éventuelle à des valeurs ou héritages religieux et spirituels ne pourrait en tout cas être placée que dans le préambule et non pas dans l'article 2, a été généralement accepté.

En conclusion, le Vice-président a notamment constaté qu'une orientation est émergée en faveur de l'inclusion de l'égalité parmi les valeurs, pour certains avec l'ajout de la mention de l'égalité entre femmes et hommes. Il a en outre indiqué que le Praesidium devrait mettre au point une meilleure formule pour l'articulation des deux phrases du projet d'article 2 actuel.

### **Article 3**

Le Vice-président a introduit brièvement le débat sur cet article, en rappelant l'état des lieux concernant la discussion à ce sujet, exprimée aussi bien en session plénière qu'à travers les amendements soumis par les Conventionnels. Il a soulevé certains points qui semblent être déjà relativement consensuels, tels que la nécessité d'une expression plus complète de l'objectif de la protection et de l'amélioration de l'environnement et du développement durable ou une rédaction plus ouverte et moins "euro-centrique" du paragraphe 4 relatif au rôle de l'Union dans le monde, en s'alignant aux éléments de langage dégagés par le Groupe de travail VII. Il a en outre souligné qu'il conviendrait dans la rédaction de l'article, d'aller à la rencontre à la fois des soucis de ceux qui souhaitent exprimer les caractéristiques de l'économie sociale de marché et de ceux qui tiennent au caractère ouvert du marché et à la libre concurrence. Par ailleurs, le Vice-président a indiqué qu'une clause de "mainstreaming" (prise en compte, dans toutes les politiques de l'Union, des exigences de l'égalité des sexes ainsi que de la protection de l'environnement) figurera en tout état de cause dans

la Constitution, mais qu'on pourrait s'interroger sur le bon endroit d'une telle clause (partie I ou II de la Constitution). Enfin, il a souligné qu'il conviendrait, malgré tous les souhaits d'ajout, de conserver une certaine concision de l'article.

Quelques intervenants ont rappelé, de manière générale, que les objectifs tels qu'énoncés à l'article 3 allaient être utilisés par la Cour de Justice, d'où la nécessité d'une grande précision dans leur formulation. Il a été remarqué qu'il devrait exister un lien direct entre les compétences de l'Union et ses objectifs, et qu'il fallait s'abstenir de mentionner des objectifs si l'Union n'a pas de compétences pour les réaliser. Plusieurs Conventionnels se sont ralliés à l'appel du Vice-président de s'en tenir à une rédaction concise de l'article.

Certains Conventionnels ont considéré superflu de reprendre, dans l'article 3 § 1 des notions telles que la paix et d'autres valeurs, qui font déjà l'objet de l'article 2.

D'autres ont regretté que les principes de la plus grande ouverture et proximité possibles aux citoyens, dans l'action de l'Union, n'aient pas été retenus, et ont proposé l'ajout d'un paragraphe distinct à cet effet.

Enfin, plusieurs Conventionnels ont demandé l'insertion, soit dans cet article, soit dans la deuxième partie, d'une clause de "mainstreaming" ou de cohérence, telle qu'évoquée également par le Vice-président.

#### Art. 3 § 2

De nombreux intervenants ont salué l'indication du Vice-président que la protection et l'amélioration de l'environnement et le développement durable, avec les différents éléments de ce dernier, pourraient être plus fortement exprimés, et ont soumis des propositions de rédaction concrète à cet effet.

- Tant une référence à une "économie de marché ouverte où la concurrence est libre", telle que consacrée dans l'article 4 TCE actuel, qu'une référence à "l'économie sociale de marché" ont été demandées par plusieurs intervenants, et les Conventionnels ont relevé que les deux notions ne s'excluaient pas mutuellement. En outre, certains Conventionnels ont mentionné plusieurs éléments de l'économie sociale de marché, en se référant aux conclusions du groupe de travail XI, tels que la protection de la santé publique, la lutte contre l'exclusion sociale, la promotion de la qualité du travail ou l'accès à l'éducation et à la formation des services d'intérêt général de qualité.

Plusieurs intervenants ont demandé que la notion de cohésion territoriale soit ajoutée. Dans ce contexte, il a été remarqué qu'un tel ajout aurait inévitablement des conséquences pour la définition, dans la deuxième partie, de la politique des fonds structurels, actuellement destinée à promouvoir uniquement la cohésion économique et sociale.

Enfin, certains intervenants ont suggéré une référence à la promotion de la non discrimination, notamment dans les domaines actuellement couverts par l'article 13 TCE.

### Article 3 § 3

Une série d'intervenants ont fait remarquer que la diversité culturelle n'était pas liée particulièrement à l'espace de liberté, de sécurité et de justice et qu'elle devrait dès lors être exprimée séparément. En revanche, certains ont suggéré d'enrichir la consécration de l'espace de liberté, de sécurité et de justice par certains de ses éléments constitutifs, en évoquant notamment la lutte contre le racisme et la xénophobie qui devrait être intégrée soit ici soit dans la deuxième partie du traité.

Certains Conventionnels ont insisté sur l'importance d'ajouter la notion de diversité linguistique à celle de diversité culturelle; dans ce cadre, un intervenant a également ajouté la notion du respect des droits de minorités. La proposition d'ajouter la notion de l'héritage culturel commun, afin de préserver l'équilibre de l'article 151 § 1 TCE, a été positivement accueillie.



#### Article 3 § 4

De nombreux intervenants ont réclamé une rédaction plus ouverte et moins défensive de ce paragraphe, en s'inspirant des formules suggérées par le groupe de travail VII. La notion de "l'indépendance de l'Union" a notamment été mise en question par un Conventionnel. Selon ces Conventionnels, on devrait notamment se référer au respect du droit international, aux principes de la Charte des Nations-Unies, ainsi qu'aux droits fondamentaux en général qui, selon certains, devraient absorber la référence aux droits de l'enfant. Le Vice-président a reconnu que ce paragraphe devrait être reformulé en fonction de ces orientations, dégagées déjà par le Groupe de travail. Certains intervenants ont souhaité que des objectifs tels que la protection des droits de l'enfant ou l'éradication de la pauvreté ne soient pas liés à la défense de l'indépendance et des intérêts de l'Union dans le monde, pour qu'ils puissent également être pris en compte dans le cadre interne.

Quelques Conventionnels ont explicitement souhaité voir apparaître dans l'article 3 § 4 la définition et la mise en œuvre par l'Union d'une politique étrangère et de sécurité commune et d'une politique de défense commune. D'autres ont insisté pour que la promotion du libre commerce soit visée.

Un intervenant a proposé d'inscrire dans l'article que l'Union renonce à la guerre en tant que moyen de résolution des différends internationaux.

#### Article 4

Le Vice-président a ouvert le débat en indiquant que le projet d'article avait recueilli un consensus relativement large lors de la séance plénière de la Convention. La discussion sur ce point a été très brève.

Un intervenant a insisté sur le fait que l'approbation de cet article ne préjuge pas de l'existence d'arrangements particuliers concernant la politique étrangère et de sécurité commune et certains aspects de Justice et Affaires Intérieures.

Un autre intervenant a également tenu à préciser que la personnalité juridique de l'Union ne pouvait pas, à son sens, transformer l'Union en une fédération.

## Article 5 - 7

Dans son introduction, le Vice-président a souligné, entre autres, que si plusieurs Conventionnels ont demandé d'élargir la base juridique de l'article 5 § 2 à l'adhésion à d'autres conventions internationales en matière des droits de l'Homme, l'avis du Praesidium était que le projet actuel, qui ne mentionne que la CEDH, ne doit pas être compris, à *contrario* comme excluant l'adhésion à d'autres conventions. Cette clause était nécessaire pour la CEDH, à la lumière de l'avis de la Cour de 1996, qui a nié la compétence pour adhérer à cette convention au motif qu'une telle adhésion "revêtirait une envergure constitutionnelle"; en revanche, pour d'autres conventions en matière de droits de l'homme n'ayant pas cette "envergure" et présentant des liens avec les compétences de l'Union, les bases juridiques existantes dans le traité (et reprises dans la partie II) devraient suffire.

En outre, s'agissant des demandes d'ajouter, dans le projet d'article 6 actuel concernant la non-discrimination sur la base de la nationalité, d'autres formes de discrimination, le Vice-président a appelé à la prudence, en estimant qu'un tel ajout pourrait avoir des conséquences juridiques beaucoup plus larges que l'interdiction de non-discrimination contenue dans l'article 21 § 1 de la Charte, dont le champ d'application est clairement limité par l'article 51 de la Charte.

Enfin, le Vice-président a évoqué le sujet d'un double emploi possible entre les articles 6 et 7 § 2 (pour la liste des droits des citoyens), d'une part, et le texte de la Charte, d'autre part, en invitant les membres à se prononcer sur le choix de principe qu'il conviendrait de faire à cet égard.

Les points suivants ont été abordés lors de la discussion sur les articles 5 à 7:

- Une suggestion a été faite d'introduire, dans ce Titre II, un nouvel article consacré aux quatre libertés fondamentales, au motif que l'importance capitale de ces libertés pour l'intégration européenne justifierait leur mention dès les premiers articles de la Constitution, cette importance résidant plutôt dans le caractère de droits fondamentaux ayant effet direct plutôt que dans le caractère de la compétence de l'Union. Cette suggestion a été saluée par le Vice-président et d'autres membres.

- Une série de Conventionnels se sont prononcés en faveur de l'insertion de la Charte dans le texte même de la Constitution, plutôt que dans un protocole ; la plupart d'entre eux ont exprimé une préférence soit pour une insertion dans la première partie, soit pour que la Charte constitue la deuxième partie. Un Conventionnel a ajouté que, dans ce cas, le préambule de la Charte ne pourrait pas être intégré en tant que tel, car la Constitution ne pourrait pas avoir deux préambules.
- Un Conventionnel a souligné qu'il conviendrait de renforcer les "Explications" de la Charte et de les joindre au texte de la Charte dans le cas d'une intégration de celle-ci. Les autres Conventionnels ainsi que le Vice-président, tout en appuyant les conclusions du Groupe de travail relatives à la publication des Explications mises à jour, ont toutefois rejeté l'idée de joindre ces Explications au texte de la Charte dans la Constitution, ce qui leur donnerait la même valeur juridique que la Charte elle-même. Il conviendrait plutôt de maintenir ces Explications avec la valeur qu'elles ont, à savoir celle de travaux préparatoires, qui pourront servir comme instrument précieux pour l'interprétation de la Charte.
- Quant à l'article 5, paragraphe 2, plusieurs Conventionnels ont remarqué qu'il serait dangereux de se limiter à une base juridique facultative, à utiliser par le Conseil statuant à l'unanimité, ce qui pourrait créer un risque de blocage à l'adhésion à la CEDH. De l'autre côté, il a été reconnu que la Constitution ne pourrait pas stipuler une obligation ferme d'adhérer, étant donné que cette adhésion dépendrait encore des négociations à mener avec les Etats membres du Conseil de l'Europe, et de l'accord de ceux-ci. Une orientation favorable, retenue par le Vice-président, est émergée en faveur d'une formule prévoyant que l'Union "demande" ou "aspire" ("the union shall seek ...") l'adhésion à la CEDH.
- Plusieurs Conventionnels ont remarqué que l'article 6 actuel pourrait être supprimé si la Charte, qui contient dans son article 21 § 2 une disposition identique, était intégrée dans le texte même de la Constitution. Le Vice-président est revenu sur ce point dans ses conclusions, en soulignant qu'il conviendrait d'examiner les possibilités d'éviter des doublons entre la Partie I et la Charte.

---

**LA CONVENTION EUROPEENNE**  
**Session supplémentaire du mercredi 26 mars 2003**

**LISTE DES ORATEURS**

**Poursuite du débat sur le projet des articles 1 à 7 (doc CONV 528/03)**

M. Andrew Nicholas DUFF - Parlement européen  
M. Esko Olavi SEPPÄNEN - Parlement européen  
M. Inigo MENDEZ DE VIGO - Parlement européen  
M. Neil Nicholas MACCORMICK - Parlement européen  
M. Manfred DAMMEYER - Observateur  
Mme Riitta KORHONEN - Finlande (Parlement)  
Mme Teija TIILIKAINEN - Finlande (Gouvernement)  
M. Paraskevas AVGERINOS - Grèce (Parlement)  
M. Tunne KELAM - Estonie (Parlement)  
M. Gerhard TUSEK - Autriche (Gouvernement)  
M. Jens-Peter BONDE - Parlement européen  
M. Bobby McDONAGH - Irlande (Gouvernement)  
M. Gijs DE VRIES - Pays-Bas (Gouvernement)  
M. Adrian SEVERIN - Roumanie (Parlement)  
Mme Anne VAN LANCKER - Parlement européen  
Mme Lone DYBKJAER - Parlement européen  
M. Henrik HOLOLEI - Estonie (Gouvernement)  
M. Manuel LOBO ANTUNES - Portugal (Gouvernement)  
M. Peter HAIN - Royaume Uni (Gouvernement)  
M. Rytis MARTIKONIS - Lituanie (Gouvernement)  
Mme Helle THORNING-SCHMIDT - Parlement européen  
Mme Elena PACIOTTI - Parlement européen  
M. Peter SERRACINO-INGLOTT - Malte (Gouvernement)  
M. Peter ECKSTEIN KOVACS - Roumanie (Parlement)  
M. Michel BARNIER - Commission  
Lord MACLENNAN of Rogart - Royaume Uni (Parlement)

M. Ben FAYOT - Luxembourg (Parlement)  
Mme Maria BERGER - Parlement européen  
M. Franc HORVAT - Slovénie (Parlement)  
M. Caspar EINEM - Autriche (Parlement)  
M. Johannes VOGGENHUBER - Parlement européen  
Mme Lenka ROVNA - République Tchèque (Gouvernement)  
M. Alojz PETERLE - Slovénie (Parlement)  
M. Filadelfio BASILE - Italie (Parlement)  
M. Tunne KELAM - Estonie (Parlement)  
M. Paolo PONZANO - Commission  
Mme Claude Du GRANRUT - Observateur  
M. Vytenis ANDRIUKAITIS - Lituanie (Parlement)  
Mme Sylvia-Yvonne KAUFMANN - Parlement européen  
M. Jens-Peter BONDE - Parlement européen  
M. Peter ECKSTEIN KOVACS - Roumanie (Parlement)  
M. Peter HAIN - Royaume Uni (Gouvernement)  
M. Franc HORVAT - Slovénie (Parlement)  
Mme Lone DYBKJAER - Parlement européen  
M. Esko Olavi SEPPÄNEN - Parlement européen  
M. Gijs DE VRIES - Pays-Bas (Gouvernement)  
M. Proinsias DE ROSSA - Irlande (Parlement)  
M. Elmar BROK - Parlement européen  
Mme Maria BERGER - Parlement européen  
Mme Anne VAN LANCKER - Parlement européen  
M. Neil Nicholas MACCORMICK - Parlement européen  
Mme Riitta KORHONEN - Finlande (Parlement)  
Lord MACLENNAN of Rogart - Royaume Uni (Parlement)  
M. Peter SERRACINO-INGLOTT - Malte (Gouvernement)  
M. Paraskevas AVGERINOS - Grèce (Parlement)  
M. Carlos CARNERO GONZALES - Parlement européen  
M. Joachim WUERMELING - Parlement européen  
M. Bobby McDONAGH - Irlande (Gouvernement)  
M. Andrew Nicholas DUFF - Parlement européen  
Mme Helle THORNING-SCHMIDT - Parlement européen

M. Vytenis ANDRIUKAITIS - Lituanie (Parlement)  
M. Adrian SEVERIN - Roumanie (Parlement)  
M. Manuel LOBO ANTUNES - Portugal (Gouvernement)  
M. Proinsias DE ROSSA - Irlande (Parlement)  
M. Josef ZIELENIC - République Tchèque (Parlement)  
M. Peter HAIN - Royaume Uni (Gouvernement)  
M. Paolo PONZANO - Commission  
Mme Anne VAN LANCKER - Parlement européen  
M. Carlos CARNERO GONZALES - Parlement européen  
Mme Teija TIILIKAINEN - Finlande (Gouvernement)  
M. Neil Nicholas MACCORMICK - Parlement européen  
Mme Lone DYBKJAER - Parlement européen  
Mme Pia-Noora KAUPPI - Parlement européen  
M. Peter HAIN - Royaume Uni (Gouvernement)  
M. Jens-Peter BONDE - Parlement européen  
Mme Anne VAN LANCKER - Parlement européen  
M. Vytenis ANDRIUKAITIS - Lituanie (Parlement)  
M. Paraskevas AVGERINOS - Grèce (Parlement)  
M. René VAN DER LINDEN - Pays-Bas (Parlement)  
M. Andrew Nicholas DUFF - Parlement européen  
M. Neil Nicholas MACCORMICK - Parlement européen  
M. Paolo PONZANO - Commission  
M. Jens-Peter BONDE - Parlement européen

---